

ARRETE Nº ARI_2025_644

Direction Générale des Services Réf. : AZ/AV/CR/JLF/MR Nomenclature : 6.1.3

ARRETE TEMPORAIRE :
PORTANT REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT ET DE LA
CIRCULATION SUR LE CHEMIN DU PONT DE LA PIERRE POUR

CIRCULATION SUR LE CHEMIN DU PONT DE LA PIERRE POUR L'ENTREPRISE FOR DRILL EN VUE DE TRAVAUX DE FORAGES DIRIGES, DU 24 NOVEMBRE 2025 AU 24 MARS 2026

Le Maire de la commune de BOLLENE (Vaucluse),

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu l'Instruction interministérielle relative à la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiée,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes modifié par l'arrêté du 13 juin 2022,

Vu le décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution,

Vu la délibération du conseil municipal du 19 février 2014 relative à l'adoption du règlement de voirie,

Vu le marché public du 1^{er} octobre 2025, relatif à la mise en fourrière des véhicules, enlèvement et gardiennage,

Vu l'arrêté municipal n° ARI_2025_221 du 1^{er} mai 2025, portant délégation de fonction à monsieur André VIGLI, Adjoint au Maire – Abroge et remplace l'arrêté municipal n° ARI 2020 217 du 12 août 2020,



ARRETE N° ARI_2025_644

Vu la demande reçue le 12 novembre 2025 par laquelle l'entreprise FOR DRILL (demeurant TSA 70011 – Chez Sogelink – 69134 DARDILLY CEDEX) sollicite la réglementation de voirie nécessaire à la réalisation des travaux mentionnés ci-dessus,

Vu la situation des lieux,

Considérant que des travaux de forages dirigés sur le chemin du Pont de la Pierre nécessitent que l'entreprise FOR DRILL prenne les mesures indispensables dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux.

ARRÊTE

REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION

ARTICLE 1 – Le stationnement et la circulation seront temporairement réglementés sur la voie communale : chemin du Pont de la Pierre dans les conditions définies ci-après.

Cette réglementation sera applicable du 24 novembre 2025 au 24 mars 2026.

ARTICLE 2 – La zone où s'effectueront les travaux ne pourra pas être barrée à la circulation qui, avec le stationnement, seront réglementés de la façon suivante :

Stationnement interdit sur la zone de travaux.

Prescriptions de signalisation :

- Travaux de forages dirigés nécessitant une mise en circulation alternée en demichaussée selon le schéma : fiche n° CF22,
 - vitesse limitée à 30 km/h.

Le dépassement des véhicules légers et poids lourds sera interdit.

Observation:

Le responsable des travaux devra prendre toutes les mesures de protection et de signalisation nécessaires pour assurer la sécurité des usagers (piétons et automobilistes) de jour comme de nuit, week-ends et jours fériés.



ARRETE N° ARI_2025_644

Entretien de la voirie :

L'entreprise assurera en permanence la propreté de la chaussée dans la zone du chantier et ses abords.

Signalisation:

L'implantation de la signalisation sera réalisée sur la base des indications de l'entreprise (Cerfa n° 14024*01) et du manuel de chantier.

Les matériels de signalisation temporaire seront tous de classe T2 conformément à la réglementation en vigueur.

Les panneaux seront solidement fixés sur un support stable qui pourra être lesté.

L'entreprise balisera de jour comme de nuit les fouilles, les dénivellations, les matériels et dépôts de matériaux.

La signalisation devra être maintenue pendant les travaux et adaptée aux différentes phases du chantier. Elle sera déposée par l'entreprise dès qu'elle n'en aura plus l'utilité. Au cas où certains panneaux de signalisation permanente devraient être masqués pour éviter toute confusion avec la signalisation temporaire, les matériaux utilisés pour le masquage seraient mis en place de manière à ne pas détériorer les panneaux existants.

<u>ARTICLE 3</u> – Le balisage et la protection du chantier seront correctement réalisés et entièrement à la charge du pétitionnaire.

Un balisage de protection sera également mis en place, si nécessaire, afin d'assurer la sécurité des piétons et des automobilistes. Le chantier sera conduit le plus rapidement possible.

Les véhicules servant au chantier ne pourront en aucun cas empêcher la circulation sur la chaussée.

ARTICLE 4 – Le pétitionnaire est chargé du règlement de la circulation au droit de son chantier, conformément à la réglementation en vigueur. Il demeurera responsable des accidents qui pourraient résulter de l'encombrement ou de l'état de la chaussée.

<u>ARTICLE 5</u> – Pour tous travaux risquant de perturber même momentanément la circulation sur la chaussée (réduction de largeur notamment), le pétitionnaire devra préalablement et obligatoirement prévenir les Services de Secours. La responsabilité du pétitionnaire sera engagée en cas d'incident provoqué par le non-respect de cet article.

ARTICLE 6 – Le présent arrêté doit être affiché sur le lieu d'application.



ARRETE Nº ARI_2025_644

ARTICLE 7 – L'autorisation est en outre accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des dispositions susmentionnées, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le pétitionnaire devrait alors, sur notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 8 – Cet arrêté devra être présenté à toute réquisition des services de police.

ARTICLE 9 – Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

<u>ARTICLE 10</u> – La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes – 16, avenue Feuchères – CS 88010 – 30941 NÎMES cedex 09 – dans un délai de deux mois. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet <u>www.telerecours.fr</u>.

ARTICLE 11 — Madame la Directrice Générale des Services, le Directeur des Services Techniques, le Chef de Service de la Police Municipale et le Commandant de la Brigade de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bollène, le 1 7 NOV 2025

André VIGLI

Premier Adjoint au Maire

Reçu en Préfecture le

Affiché le : Mis en lipre le 17/11/2025

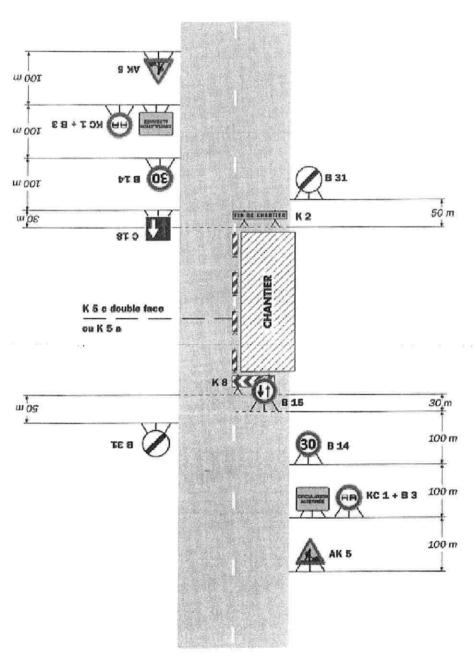
Exécutoire le ;

Chantiers fixes

CF22

Alternat avec sens prioritaire

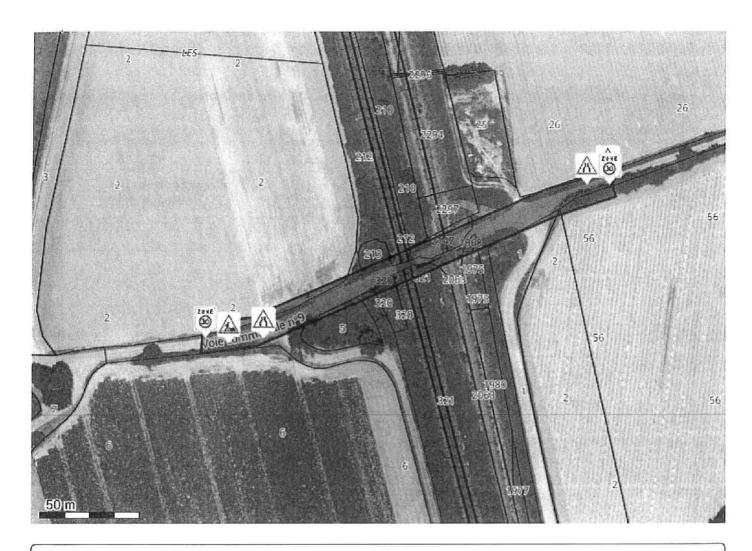
Circulation alternée Route à 2 voies



Remarque(s):

- Dispositif à n'utiliser qu'en cas de bonne visibilité réciproque et faible trafic.
- · Cf. Signalisation temporaire Les alternats.

Routes bidirectionnelles - Édition 2000



Système géodésique : WGS 84

EPSG: 4326

Emprise au format GML:

<gml:MultiPolygon xmlns:gml='http://www.opengis.nel/gml' srsName='32SG:4326'><gml:polygonMember><gml:Polygon><gml;</pre> outerBoundary1s><gml:LinearRing><gml:coordinates>4.70230392,44.28326233 4.70265879.44.28329656 4.70268214,44.28330128 4.7045575,44.28387612 4.70493576,44.20396311 4.7048909,44.28408787 4.70449604,44.28399769 4.70443892,44.28399555 4.70262261,44.28342295 4.70231432,44.28339266 4.70230392,44.28326233</gml:coordinates></gml:LinearRing></gml:outerBoundaryTs></gml: Polygon></gml:polygonMember></gml:MultiPolygon>

Polygone 1

[44.283262 4.702304); (44.283297 4.702659); (44.283301 4.702682); (44.283875 4.704556); (44.283963 4.704936); (44.284088 4.704891); (44.283998 4.704497); (44.283996 4.704493); (44.283428 4.702628); (44.283398 4.702314); (44.283262 4.702304);